

AVIS DES SERVICES TECHNIQUES SUR LES AUTORISATIONS D'URBANISME

Référence du dossier	PC 17 100 12
Lieu	LA CROIX ROUGE
Demandeur	SARL LES HALLES NEYRPIC
Avis	

Éclairage public

Comme vu avec Isère Aménagement, l'ensemble des réseaux d'éclairage public, mâts, ainsi que les armoires de commande d'éclairage public dans l'emprise du permis doivent être sortis et placées en domaine public. Tous les travaux concernant le dévoiement des réseaux, déplacement des mâts, raccordement même à l'extérieur du permis, déplacement armoire de commande ..., et tous autres travaux relatifs à l'éclairage public dans la zone du permis est à la charge du permissionnaire.
Article 5 et 6 du règlement de voirie.

Voirie pour les accès, le stationnement, l'accessibilité et les aires de collecte des ordures ménagères (pouvoir de police de circulation du Maire).

Favorable.

Respect du règlement de voirie article 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11

Espaces verts

Respect de l'article 8 du règlement de voirie pour les plantations.

REMARQUES COMPLEMENTAIRES METRO SI BESOIN (feux tricolores, défense incendie, saillies, alignement, grue, arbres alignements...)

La suppression des arbres d'alignement pour les entrées/sorties de Neyrpic doit être vu avec la Métro côté avenue Benoit Frachon.

La modification des carrefours à feux avenue B. Frachon doit également être étudiée par la Métro.

EXTRAIT DU REGLEMENT DE VOIRIE COMMUNAL

Article 3 - Occupation du domaine public

Article 3.2 : Manifestations et travaux

- Toute demande pour une manifestation festive (sportive, culturelle,...) doit faire l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire de Saint-Martin-d'Hères au moins un mois avant la date de l'évènement. L'autorisation ou non d'occuper le domaine public sera alors adressée par les services référents au demandeur. Toute manifestation demandant des modifications de la circulation et/ou du stationnement doit faire l'objet d'une demande écrite auprès des Services Techniques au moins 10 jours avant son commencement, afin que les arrêtés de voirie correspondants puissent être établis.
 - Nul ne peut, sans autorisation, réaliser un ouvrage sur les voies communales ou à proximité de ces voies. Par principe, et conformément au code général de la propriété des personnes publiques, toute occupation du domaine public communal donne lieu à la perception d'une redevance au profit de la commune, selon un tarif général dont les taux sont fixés par une délibération du conseil municipal.
 - Pour tous travaux et/ou manifestations sur le domaine public, les intervenants ont l'obligation de prévenir les autorités organisatrices des transports en commun en cas de perturbation occasionnée sur les trajets des transports en commun. Selon les sites, il est impératif de contacter les exploitants des réseaux de transports en amont (Semitag, Transisère...).
-

EXTRAIT DU REGLEMENT DE VOIRIE COMMUNAL

Article 5 - Déroulement des travaux

Article 5.1 : Démarrage des travaux

Article 5.1.1 : Documents à fournir avant le début des travaux

Au moins dix jours avant tout commencement d'exécution, l'intervenant doit remettre à la ville copie de l'arrêté autorisant d'entreprendre les travaux si le gestionnaire de la voie n'est pas la Ville (Conseil Général...) et avoir fait les demandes de DICT auprès des différents concessionnaires présents sur la commune.

Article 5.1.2 : État des lieux

Préalablement au début des travaux, et selon la configuration du site et en cas de nécessité, le permissionnaire et/ou le gestionnaire de la voie peuvent demander à l'établissement d'un constat contradictoire des lieux concernés par les travaux et situés sur domaine public. Ce constat est effectué en présence du gestionnaire de la voirie et d'un représentant du permissionnaire. Le représentant du permissionnaire peut être une personne de l'entreprise effectuant les travaux dûment mandatée à cet effet. Le permissionnaire ou le gestionnaire de la voie peuvent faire appel, à leurs frais, à un huissier de justice.

Si un constat portant sur l'état des lieux du domaine public a été réalisé en préalable des travaux modificatifs du domaine public, il servira de base de définition pour les travaux de remise en état de la zone concernée.

Ce constat avec le service de la Voirie ne peut pas porter sur le domaine privé. Le permissionnaire assume la responsabilité de faire établir, à ses frais, un constat des parties privées situées en limite du domaine privé et public. En l'absence de ce document concernant les limites entre domaine privé et public, aucune contestation concernant une remise en état d'un domaine privé ne sera admise par la suite.

Article 5.1.3 : Implantation des travaux

Préalablement à tout commencement de travaux, l'intervenant procède à l'implantation de la totalité des tranchées prévues dans le chantier et en informe le gestionnaire de la voirie au moins dix jours avant le début des travaux. Cette formalité est exécutée sans préjudice des attributions exercées par le Maire si les travaux sont exécutés en agglomération.

Article 5.2 : Exécution des travaux

Article 5.2.1 : Généralités

Conformément à l'article R 141-16 du code de la voirie routière, en cas de carence ou d'urgence, le Maire de Saint-Martin-d'Hères peut intervenir d'office aux frais du pétitionnaire.

article R 141-16 du code de la voirie routière : "Lorsque les travaux de réfection des voies communales ne sont pas exécutés dans les délais prescrits ou lorsqu'ils ne sont pas conformes aux prescriptions édictées par le conseil municipal, l'intervenant est mis en demeure d'exécuter les travaux conformément à ces prescriptions ; si les travaux ne sont pas exécutés dans le délai fixé par la mise en demeure, le maire fait exécuter les travaux d'office aux frais de l'intervenant. Toutefois, la mise en demeure n'est pas obligatoire lorsque l'exécution des travaux présente un caractère d'urgence nécessité pour le maintien de la sécurité routière."

L'article 5 du présent règlement fixe les dispositions en cas de travaux de réfection du domaine public non réalisés.

Article 5.2.2 : Protection de l'existant

a) Remise en état de l'existant :

Toute modification du domaine public est à la charge de l'aménageur.

L'aménageur est :

- le titulaire du permis de construire en cas de construction,
- le concessionnaire en cas de travaux de réseaux,
- ou d'une manière générale tout intervenant sur le domaine public.

Tous les travaux de remise en état du domaine public seront donc réalisés par ces intervenants en respectant les prescriptions techniques du gestionnaire du domaine public.

D'une façon générale, le permissionnaire est tenu de remettre en état les différents réseaux, mobiliers, espaces verts ou objets qu'il touche, qu'il déplace ou sur lesquels il intervient.

Les permissionnaires sont tenus d'enlever tous les décombres en fin de chantier (terre, dépôt de matériaux, ...) et de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés à la voie, ou à ses dépendances.

Les bornes parcellaires ou autres repères cadastraux et topométriques tels que bornes de triangulation, points polygonaux, boulons, croix, repères de nivellement figurant sur le fond de plan VRD ou non sont à préserver sur le terrain. Le permissionnaire ne peut déplacer, redresser, arracher ou replanter un tel repère. En cas d'intervention obligatoire sur ces repères, le permissionnaire est tenu de faire intervenir, à ses frais, un géomètre DPLG pour la repose de ces éléments. Le permissionnaire doit assurer la remise en état du domaine public dans les règles de l'art.

Faute par les permissionnaires d'observer les prescriptions ci-dessus, les travaux seront réalisés d'office et à leurs frais par la commune, après mise en demeure restée sans effet, conformément à l'article R 141-16 du code de la voirie routière (cf article 4.2.1 du présent règlement).

b) Écoulement des eaux :

L'écoulement des eaux de la voie et de ses dépendances, et des propriétés riveraines doit être constamment assuré.

Le chantier ainsi que l'aménagement fini ne devront pas apporter d'écoulement d'eau supplémentaire sur les propriétés riveraines, ni sur le domaine public.

c) Protection du réseau d'assainissement :

Le pétitionnaire ou l'entrepreneur respectera le règlement d'assainissement de la Métro en vigueur. Toutes dispositions devront être prises pour éviter la pollution des réseaux d'assainissement pluvial ou d'eaux usées. Si nécessaire un bac de rétention sera utilisé. Toute demande spécifique de raccordement au réseau d'assainissement devra être effectuée auprès de la régie d'assainissement de la Métro.

d) Protection des ouvrages ou immeubles riverains :

Toutes mesures utiles seront prises pour ne faire courir aucun danger aux ouvrages ou aux immeubles riverains.

Le maître d'ouvrage pourra faire établir à ses frais un constat de l'existant, par huissier.

e) Plantations :

Les règles principales sont les suivantes :

- En toutes circonstances, les plantations devront être protégées du choc des outils ou des engins mécaniques par un corset en planches, monté jusqu'à 2 mètres de hauteur au moins. L'intérieur de l'enceinte sera toujours maintenu en état de propreté et sera soustrait à la pénétration de tout liquide nocif pour la végétation.

Il est interdit de planter des clous ou tout autre objet métallique dans les arbres ou de les utiliser pour amarrer ou haubaner des objets quelconques. Les tranchées ne seront ouvertes qu'à une distance supérieure de 2,00 m du tronc de l'arbre. Il est interdit de procéder à la coupe des racines d'un diamètre supérieur à 5 cm. D'une façon générale, les terrassements seront réalisés manuellement dans l'emprise des systèmes radiculaires.

- Lors des travaux avec engins, la protection des basses branches devra être assurée et le matériel employé adapté à cette contrainte.
- Tout déblais, remblais, terrassement, dépôt de matériau est strictement interdit sous la couronne des arbres. Le niveau du collet doit rester identique.
- Le dépôt de déblais, matériaux ou autres, est interdit dans l'emprise des espaces verts (gazon, massifs,...)
- Les réseaux d'arrosage existant sur les terre-pleins, places, avenue plantés d'arbres, ne pourront

être déplacés ou modifiés sans autorisation spéciale. Ils devront être rétablis en l'état initial avant travaux par l'intervenant, après accord de la Collectivité Territoriale.

En cas d'impossibilité de respecter les règles ci-dessus, le maître d'ouvrage devra contacter le service des Espaces Verts de la Collectivité afin de trouver les solutions adéquates et de faire valider son projet avant le dépôt de la permission de voirie.

f) Protection des émergences :

Les émergences (candélabres, abris-bus, poteaux indicateurs, vannes gaz, postes de détentés gaz et postes et armoires de distribution d'électricité...) doivent être protégées avec soin par le permissionnaire. Lorsque la nature des travaux l'exige et sous contrôle et validation, des services concernés, le matériel pourra être démonté puis remonté en fin de travaux par le permissionnaire.

L'ensemble des câblages permettant le fonctionnement de l'éclairage public, des feux tricolores, panneaux télématiques d'information et illuminations de Noël, devra lui-aussi être protégé par le permissionnaire.

g) Signalisation et entretien des lieux :

Le permissionnaire a la charge de la signalisation réglementaire de son chantier. Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Il devra, en outre nettoyer les abords du chantier autant qu'il sera nécessaire. De plus, lorsque cela sera nécessaire, le maire exigera le lavage des roues des camions et des engins de chantier, avant sortie sur le domaine public.

Le nettoyage des voiries adjacentes pourra être également exigé si le passage des camions les ont détériorées : dépôts de terre... et si les conditions de sécurité de la circulation routière et/ou piétonne sont dégradées du fait de la circulation des camions de chantier.

Article 5.2.3 : Découpe, dépose ou démolition du revêtement

a) Découpe des revêtements :

Les revêtements à base de liant hydrocarboné doivent être découpés de façon franche et rectiligne avec un matériel adapté, sur toute leur épaisseur. Le permissionnaire devra prendre soin de réaliser les découpes d'enrobés au delà de l'emprise même de la tranchée.

En ce qui concerne les enduits bitumineux (bicouche,...) la difficulté de la découpe propre à ce type de matériau sera compensée par une application largement débordante au delà des lèvres de découpe d'un revêtement du même type de réfection.

b) Dépose du revêtement de type pavés :

Les dalles et pavés y compris sous revêtements bitumineux doivent être déposés avec soin et stockés dans l'emprise de chantier ou transportés dans un dépôt par le bénéficiaire de l'autorisation de travaux. A l'issue des travaux, elles seront reprises au stock et mise en œuvre lors des travaux de réfection. Les éléments détériorés seront remplacés à l'identique de l'existant par le permissionnaire.

c) Démolition du revêtement :

Les matériaux extraits des fouilles seront évacués et mis en décharge agréée conformément à la réglementation en vigueur.

Article 5.2.4 : Exécution de la fouille

Les moyens mis en œuvre pour la réalisation, l'étalement et le blindage des fouilles doivent être adaptés au type de terrain, aux dimensions et aux contraintes d'environnement, et la réglementation en vigueur.

Les parois des fouilles des tranchées doivent être verticales. Il est interdit de creuser sous les revêtements périphériques conservés et sous les bordures.

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter la décompression des terrains adjacents ainsi que le ruissellement des eaux dans la fouille. La continuité des fils d'eau doit être assurée.

L'ouverture d'une tranchée entraîne inévitablement une décompression des terrains environnants; la zone perturbée s'élargissant progressivement, la baisse de qualité qui en découle s'aggrave avec le temps. La sauvegarde de la chaussée nécessite de reconstituer la butée des terres le plus rapidement possible:

- La fouille doit ne rester ouverte que le temps minimum compatible avec la tenue des parois ; dans certains cas, la sauvegarde de la chaussée peut nécessiter un remblayage provisoire de calage,
- Le blindage de la tranchée doit être mis en œuvre dès que les conditions techniques l'exigent : profondeur, présence d'eaux pluviales...
- Un compactage dans les règles de l'art doit être réalisé obligatoirement.

Article 5.2.5 : Déblais

- a) Tout objet curieux, d'art, de valeur ou d'antiquité trouvé lors des travaux de fouilles devra être laissé sur place jusqu'à l'arrivée du gestionnaire de la voirie.
L'objet sera ensuite :
- soit remis au service de la police du gestionnaire qui constatera la remise, sans préjudice s'il y a lieu, des droits attribués par le Code Civil à l'auteur de la découverte,
 - soit évacué.
 - soit laissé en place dans l'attente d'experts.
- b) Les déblais sont chargés et évacués au fur et à mesure dans une décharge autorisée ou un site de recyclage agréé, à moins que leur réemploi n'ait été étudié par l'intervenant et autorisé par le gestionnaire de la voirie. La recherche de la décharge incombe à l'intervenant.

Article 5.2.6 : Remblayage des tranchées

a) Généralités :

Le remblayage des tranchées est réalisé conformément au catalogue des coupes types en annexe et suivant les préconisations :

- Du guide technique du SETRA «études et réalisation des tranchées» de novembre 2001 ;
- Du guide technique du SETRA-LCPC «remblayage des tranchées et réfection des chaussées » de mai 1994 ;

Les tranchées remblayées avec des matériaux de bonne qualité fonctionnent souvent en tranchées drainantes. Il est donc indispensable pour une bonne tenue des tranchées et de la chaussée de prévoir des exutoires pour que les eaux piégées puissent s'évacuer.

Si la pente de la tranchée (pente supérieure à 4%) ou l'importance de la circulation d'eau peuvent faire craindre un entraînement des matériaux fins, des dispositions particulières sont à prendre (géotextile, emploi de gravillons roulés 5/15 mm sans oublier l'exutoire.)

Le remblayage d'une tranchée doit être parfait dès sa réalisation. Un remblayage mal réalisé est très nocif pour toute la chaussée environnante; le tassement différé consécutif à un manque de compactage ne donne pas de garantie quant à la qualité finale. En conséquence, aucun tassement n'est admis, sur chaussées provisoires ou définitives, et seules des déformations du revêtement provisoire, sans abaissement général du niveau, peuvent éventuellement être tolérées en cas de circulation intense. Par contre, la réfection définitive doit garantir un revêtement qui présente des caractéristiques optimales pour la circulation routière :

- Aucune différence de niveau entre la partie refaite et l'existant,
- Parfaite mise en œuvre des joints entre ces 2 parties.

L'intervenant est responsable du remblayage de la tranchée et de la remise en état de la chaussée, dont le gestionnaire de la voirie fixe le niveau de qualité en fonction des impératifs techniques relatifs à la voie (intensité du trafic, sécurité etc...).

Le gestionnaire de la voirie peut aussi s'assurer que le plan de contrôle de l'intervenant permet d'atteindre la qualité fixée.

Le gestionnaire de la voirie peut contrôler à tout moment la mise en œuvre du remblayage et la conformité du compactage.

b) Réemploi des matériaux :

Le réemploi des matériaux extraits de la tranchée – également dénommés "provenants" – est subordonné à sa justification par une étude préalable et un projet d'organisation de travaux. L'intervenant soumet au gestionnaire de la voirie les résultats de l'étude qu'il a effectuée sur le matériau qu'il compte utiliser en remblai au moins huit jours avant les travaux de remblayage. L'étude doit déterminer au minimum : la nature, l'état et la classification du matériau par référence à la classification de la norme NFP 11-300 et du GTR (guide technique pour la réalisation des remblais et des couches de formes) ou autre norme en vigueur.

c) Pour le remblayage sous trottoir, piste cyclable, chaussée ou aire de stationnement :

Les matériaux terreux ou argileux sont systématiquement évacués. Sauf accord du gestionnaire de la voirie permettant le réemploi des matériaux, les remblais sont exécutés suivant les règles de l'art, en grave propre de qualité D2 ou D3.

d) Pour le remblayage sous espaces verts :

Sous les gazons, les bons matériaux provenant des fouilles sont réutilisés jusqu'à la cote moins 0,30m. Le

complément se fera à l'aide de terre végétale en accord avec le service gestionnaire des espaces verts sur la qualité de celle-ci. Au droit des arbres, sur une longueur de 2 mètres et une profondeur de 1 mètre, les tranchées seront remblayées à l'identique sous réserve de l'accord du service gestionnaire des espaces verts sur la qualité des matériaux de remblais.

e) Emploi de matériaux auto-compactants :

L'emploi de matériaux auto-compactants pour les tranchées longitudinales (ou transversales) peut être imposé. Le remblayage des tranchées étroites (inférieures à 0,30 m) sera obligatoirement réalisé au moyen de matériaux auto-compactants et sur toute la hauteur du remblai.

La composition et la mise en œuvre de ces matériaux doivent être conformes aux préconisations du dossier du CERTU « utilisation de matériaux auto-compactants pour le remblayage des tranchées » de 1998 ou autre préconisation en vigueur.

f) Compaction :

Les conditions d'obtention d'un compactage optimal des remblais des tranchées sont mises en application quelle que soit l'importance de la voie concernée.

La méthodologie de contrôle de la mise en œuvre des remblais est basée sur la définition et le contrôle des moyens utilisés pour le compactage, moyens qui sont fonction des matériaux mis en œuvre. L'intervenant justifie auprès du gestionnaire sa proposition pour validation sur les matériaux utilisés, sur le matériel de mise en œuvre et sur la cohérence entre les deux.

Quelle que soit l'importance du chantier, la qualité du compactage des remblais est :

Pour les tranchées sous chaussées, trottoirs, pistes cyclables et aires de stationnement : q2 et q3 (chaussée)

Pour les autres tranchées : q3 et q4 (remblai)

Ces qualités sont définies dans le guide technique du SETRA-LCPC «remblayage des tranchées et réfection des chaussées » de mai 1994 ou autre guide en vigueur.

g) Contrôles du compactage :

- Contrôles effectués par l'entreprise

L'entreprise doit mettre en place une démarche d'assurance de la qualité qui doit s'inspirer des éléments indiqués dans le guide technique du SETRA-LCPC «remblayage des tranchées et réfection des chaussées » de mai 1994 ou autres prescriptions en vigueur.

Au cours des travaux de remblayage, l'entreprise doit vérifier que :

- les quantités de remblais mises en œuvre sont inférieures ou égales au débit pratique de l'atelier de compactage,
- l'atelier de compactage a fonctionné pendant le temps nécessaire.

Le gestionnaire de la voirie peut demander à l'entreprise de faire réaliser des contrôles de compactage par un organisme indépendant à la charge du permissionnaire.

Lorsque le remblayage ne satisfait pas aux qualités de compactage demandées, le permissionnaire est tenu d'enlever les matériaux de remblaiement et de procéder à un nouveau remblayage, avant de passer à l'étape de la réfection. A l'issue du nouveau remblayage de nouveaux essais auront lieu, à la charge du pétitionnaire, conformément à ce qui est décrit ci-dessus.

Article 5.2.7 : Réfection

a) Généralités :

Des structures équivalentes à l'existant pourront être proposées avec justifications au gestionnaire de la voirie.

L'ensemble des prestations afférentes aux réfections sont à la charge du permissionnaire.

b) Réfection provisoire :

Le terme de "réfection provisoire" ne se rapporte qu'à la couche de revêtement supérieure, le remblayage de la tranchée doit être réalisé de façon définitive.

Le type de matériaux, sa mise en œuvre et son retrait de la réfection provisoire sont précisés par le gestionnaire. La mise en œuvre de la signalisation horizontale et verticale est obligatoire : traçage des passages piétons, mise en place de panneaux, potelets...

Le permissionnaire reste responsable du bon état de la réfection provisoire jusqu'à réalisation de la réfection définitive.

A la demande de la ville sur des voiries spécifiques, des enrobés à chaud définitifs pourront être mis en œuvre directement sans passer par la phase de réfection provisoire.

c) Réfection définitive :

La réfection définitive a normalement pour objet la remise en état des revêtements et d'une façon générale la reconstitution à l'identique du domaine et de son équipement sauf s'il a été décidé des travaux d'aménagement. La participation qui est alors demandée au bénéficiaire de l'occupation est celle qui lui aurait été réclamée pour une réfection neuve à l'identique sauf nécessité technique ou dispositions particulières.

Celle-ci devra intervenir dans un délai de 12 mois maximum à compter de la réalisation de la réfection provisoire, et ceci conformément au code de la voirie routière, (article R141-13).

La surface à remettre en état est :

- pour les revêtements en pierres, celle du revêtement enlevé pour exécuter la fouille, augmentée si nécessaire des surfaces à déposer ultérieurement pour rétablir le calepinage au-dessus de la fouille ;
- pour les revêtements en béton et les fondations béton des revêtements à base de liant hydrocarboné, celle de la fouille ;
- pour les revêtements à base de liant hydrocarboné, celle de la fouille élargie de 0,20 m sur chaque bord y compris le collage des joints sur les découpes d'enrobé
- Pour les gazons, ceux-ci devront être réalisés au printemps ou à l'automne dans les règles de l'art (épierrage et nivellement devant permettre le passage d'une tondeuse).
- En cas de dégradations dans les massifs de fleurs ou d'arbustes, les végétaux devront être remplacés à l'identique durant la période de plantation c'est à dire durant l'hiver hors période de pluie, neige et gel.
- Pour les arbres, ceux-ci devront être remplacés et plantés dans les règles de l'art.
- Des tuteurs tripodes ou quadripode à définir avec le service espaces verts devront être mis en place ainsi qu'une toile de jute autour du tronc.

En outre, les délaissés de largeur inférieure à 0,50 m le long de façade, les joints de tranchées antérieures, ainsi que les abords des ouvrages de surface tels que regards de visite, bouches d'égouts, bouches à clefs, bordures, caniveaux,... doivent être également repris.

Toutes les surfaces ayant subi des dégradations suite aux travaux sont incluses dans la réfection (notion de périmètre des dégradations). Toute surface tachée pendant les travaux, soit par des huiles, soit par du ciment ou autres produits, est reprise dans le cadre de la réfection. Il en est de même pour la remise en état de tout équipement dégradé.

La réfection comprend, notamment, la remise en place, la remise en état, ou le renouvellement le cas échéant :

- de la signalisation horizontale ;
- de la signalisation verticale ;
- du mobilier urbain ;
- des boucles de détection des feux
- des feux tricolores
- la réfection des espaces verts si nécessaire
- et tout autre aménagement défini par le gestionnaire de voirie et rendu nécessaire au vue de l'impact des travaux.

d) Contrôle de réfection :

Le gestionnaire de la voie pourra contrôler la réfection et procéder :

- d1) pour les revêtements bitumineux :
au Contrôle de fabrication des enrobés (teneur en bitume, en fines, granulométrie résiduelle et malaxage) ;
au Contrôle de la mise en œuvre des enrobés (température au répandage, compacité en place, flash et respect des quantités moyennes par unité de surface).

- d2) pour les revêtements minéraux :
au Contrôle de la mise en œuvre des matériaux (régularité, et aspect général par rapport aux matériaux en place, ...).
- d3) pour les espaces verts :
un contrôle pourra être réalisé par le service espaces verts de la commune

Article 5.2.8 : Raccordement des réseaux secs

Selon le secteur concerné, tout raccordement sur réseaux secs devra être réalisé en souterrain. Aucun réseau aérien et mise en place de poteaux sur le domaine public ne sera autorisé sauf cas exceptionnel validé par les services techniques.

Article 5.3 : Fin de travaux

Article 5.3.1 : Achèvement des travaux

L'intervenant informe la direction de la voirie de l'achèvement des travaux en lui transmettant le jour même de l'achèvement, une déclaration d'achèvement des travaux. Dès la fin des travaux, les diverses installations de chantier, panneaux, dépôts de matériel ou de matériaux doivent être évacués des lieux et la remise en état du site doit être effectuée immédiatement pour garantir la sécurité du domaine public.

Article 5.4 : Recollement des travaux

Le relevé des travaux doit être effectué en tranchée ouverte.

Ce plan est établi par un géomètre devant être DPLG « diplômé par le Gouvernement ». Lorsque les plans de relevés de voirie existante ont été remis par la Collectivité à titre gratuit sur format informatique, le permissionnaire fait mentionner ses réseaux sur ces plans dans le même format informatique. Le permissionnaire remet un plan papier à l'échelle 1/200 et un format informatique.

Le permissionnaire est invité à signaler aux services municipaux les erreurs ou omissions qu'il constate sur les plans remis par la Collectivité.

Dans un délai de trois mois suivant la fin des travaux, le permissionnaire remet obligatoirement au service de la voirie un plan de recollement précis de ses ouvrages et des ouvrages qu'il aurait éventuellement croisés si ceux-ci n'étaient pas mentionnés dans les plans remis par les différents occupants du domaine public.

En cas d'absence de fourniture de ce plan sous un délai de trois mois après la fin des travaux, le service de la voirie peut faire exécuter ces plans en tranchée fermée aux frais du pétitionnaire, après mise en demeure restée sans effet.

Article 5.5 : Délai de garantie des travaux / modalités de réparation

Si des désordres interviennent sur la zone de travaux (affaissement de tranchée ou de revêtement de plus d'un centimètre pour les trottoirs ou pistes cyclables et de plus deux centimètres pour les chaussées), dans un délai d'un an après la date d'achèvement des travaux : La date faisant foi est issue des PV de réception des chantiers ou à défaut la date de constat d'achèvement des travaux établis par les services techniques. Le permissionnaire est tenu de procéder à la réparation des désordres sous un délai d'un mois après mise en demeure par le gestionnaire du domaine public.

En cas de non intervention par le permissionnaire, le service de la voirie du gestionnaire du domaine public procède à la réparation, en faisant appel à l'entreprise de son choix, et facture le coût de cette réparation au permissionnaire.

EXTRAIT DU REGLEMENT DE VOIRIE COMMUNAL

Article 6 – Dispositions en cas de travaux de réfection du domaine public non réalisés

L'article 5 du présent règlement est conforme au code de la voirie routière et notamment : de l'article R141-13 à l'article R141-21.

Toute intervention sur le domaine public et toute modification du domaine public donne impérativement lieu à des travaux de réfection à la charge des personnes qui ont été autorisées à exécuter les travaux, ci-après dénommées intervenants. Ces intervenants peuvent être les entreprises intervenant pour le compte des concessionnaires, les bénéficiaires de permis de construire qui sont intervenus sur le domaine public, ou tout intervenant sur le domaine public.

Les travaux de réfection concernent le remblaiement des tranchées ouvertes dans les voies communales, la réfection provisoire et de la réfection définitive des chaussées, trottoirs, accotements et autres ouvrages dépendant de la voie.

Lorsque ces travaux de réfection des voies communales ne sont pas exécutés dans les délais prescrits ou lorsqu'ils ne sont pas conformes aux prescriptions édictées par le présent règlement de voirie, l'intervenant est mis en demeure d'exécuter les travaux conformément à ces prescriptions.

Si les travaux ne sont pas exécutés dans le délai fixé par la mise en demeure, le maire fait exécuter les travaux d'office aux frais de l'intervenant.

Toutefois, la mise en demeure n'est pas obligatoire lorsque l'exécution des travaux présente un caractère d'urgente nécessité pour le maintien de la sécurité routière.

Dans le cas des travaux exécutés d'office en application de l'article R.* 141-16, les sommes dues à la commune sont fixées d'après les prix constatés dans les marchés passés par la commune pour les travaux de même nature et de même importance, sans que soit recherché l'accord de l'intervenant.

VILLE DE SAINT-MARTIN-D'HÈRES

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE – SERVICES TECHNIQUES
DIRECTION DES ESPACES EXTÉRIEURS

EXTRAIT DU REGLEMENT DE VOIRIE COMMUNAL

Article 7 - Responsabilité

La permission de voirie est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux, de l'installation de ses biens mobiliers ou d'un défaut de signalisation.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons ; les chantiers ou l'occupation du domaine public pourront alors être arrêté.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur le domaine public, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien.

Les droits des tiers seront et demeureront expressément réservés.

EXTRAIT DU REGLEMENT DE VOIRIE COMMUNAL

Article 8 - Ouvrage en bordure des voies communales

Article 8.1 : Implantation des constructions ou clôture

Toute personne qui désire établir une clôture en bordure d'une voie publique est tenue de requérir la délivrance d'un arrêté d'alignement, auprès des services techniques et déposer une demande de déclaration préalable, auprès du service urbanisme de la Ville de Saint-Martin-d'Hères.

La définition de l'aspect de cette clôture (hauteur, matériaux...) est encadré par le règlement du PLU de Saint-Martin-d'Hères.

Article 8.2 : Plantations et entretien des végétaux

Article 8-2-1 : Plantations sur les terrains en bordure des voies communales

Il n'est pas permis d'avoir des arbres en bordure des voies communales à une distance inférieure à 2 m pour les plantations qui dépassent 2 m de hauteur et à une distance inférieure de 0,5 m pour les autres. Cette distance est calculée à partir de la limite de la voie publique, toutes dépendances comprises.

Toutefois, les arbres, arbustes et arbrisseaux de toute espèce peuvent être plantés en espaliers sans condition de distance lorsqu'ils sont situés contre un mur de clôture et à l'intérieur de la propriété riveraine.

Article 8-2-2 : Plantations spécifiques

Les plantations ayant une forte poussée racinaire, (tels que les bambous) ne sont autorisées en limite de propriété qu'à la condition qu'un film anti-racinaire soit placé entre la limite de propriété et celle du domaine public afin d'éviter la prolifération de cette essence sur le domaine public.

Article 8-2-3: plantations en bordure d'un réseau électrique aérien

Lorsque la voie communale est empruntée par une ligne de distribution d'énergie électrique, aucune plantation d'arbres ne peut être effectuée sur les terrains en bordure de cette voie, ou cette section de voie, une distance inférieure de 3 m pour les plantations de 7 m au plus de hauteur, cette distance étant augmentée d'un mètre jusqu'à 10 m au maximum pour chaque mètre de hauteur de plantation au-dessus de 7m.

Article 8-2-4 : Plantations existantes

Les plantations faites antérieurement et à des distances moindres que celles prescrites aux articles précédents peuvent être conservées mais elles ne peuvent être renouvelées qu'à la charge d'observer les distances fixées par le présent règlement.

Les sujets morts doivent être abattus et ne peuvent pas être remplacés.

Article 8-2-5: hauteur des haies vives

Aux embranchements des voies communales entre elles ou avec d'autres voies publiques ou à l'approche des traversées des voies ferrées, la hauteur des haies ne pourra excéder un mètre au-dessus de l'axe des chaussées, sur une longueur de 50 m comptés de part et d'autre du centre de ces embranchements, carrefour, bifurcations ou passage à niveau pour garantir la visibilité dans ces carrefours. Les haies étant placées à moins de 2 m de la limite avec le domaine public ne peuvent pas excéder 2m de hauteur.

Cette restriction sera étudiée spécifiquement selon les sites. La distance de 50 m pourra alors être modifiée en respectant impérativement la sécurité des carrefours. Cette dérogation sera soumise à la validation du

auvents,... peuvent présenter une saillie fixe dépassant de 1 m maximum de l'alignement en surplomb du domaine public qui ne pourra être autorisée qu'à partir d'une hauteur de 3,50 m par rapport à la chaussée, conformément au PLU en vigueur.

Les eaux pluviales et de lavage que ces éléments reçoivent ne doivent s'écouler que par des tuyaux de descente appliqués contre le mur de façade et disposés de manière à ne pas déverser ces eaux sur le trottoir.

La ville se réserve le droit de ne pas accorder d'autorisation de surplomb du domaine public si le type de surplomb demandé n'est pas compatible avec un projet futur d'aménagement des espaces publics.

Ainsi, une autorisation de surplomb peut ne pas être accordée si ce surplomb est susceptible de constituer une gêne pour tout aménagement prévu du Domaine Public (ex futur éclairage public, arbres, mobilier urbain...) dans le cadre de la conservation du Domaine Public et de l'intérêt général.

Article 8-3-2 : Marches et saillies placées au ras du sol

Il est interdit d'établir, de remplacer ou de réparer les marches, bornes, entrées de cave ou tous ouvrages de maçonnerie, en saillie sur les alignements et placés sur le sol de la voie publique. Néanmoins, il pourra être fait exception à cette règle pour ceux de ces ouvrages qui seraient la conséquence de changements apportés au niveau de la voie, lorsqu'il se présenterait des circonstances exceptionnelles ou autres cas à faire valider dans tous les cas, par le gestionnaire de la voie.

Article 8-3-3: Ouverture de portes et volets

Pour des raisons de conservation du domaine public et d'intérêt général, aucune porte et volet ne peuvent s'ouvrir en dehors de manière à faire saillie sur la voie publique. Une exception pourra être autorisée pour les postes de distribution d'énergie électrique et les postes de détente gaz sous la responsabilité de ces concessionnaires. Si la réglementation en matière de prévention incendie impose l'ouverture sur rue, un retrait devra être prévu à la construction du bâtiment.

Article 8-3-4: Saillies verticales, horizontales et balcons

Toutes les spécifications des surplomb doivent être mentionnées et détaillées dans le formulaire joint en annexe pour permettre l'instruction : hauteur par rapport à la voirie, surfaces de surplomb...

En cas de voies bordées d'arbres, de mâts d'éclairage public ou tout autre mobilier du domaine public, les saillies ne devront pas gêner le fonctionnement normal de ces équipements publics.

Les saillies devront permettre le passage de tous véhicules et plus particulièrement les véhicules de secours.

Dans le cas où un projet de construction validé par la ville nécessite des travaux de modifications du Domaine Public et de ses dépendances, ces modifications sont entièrement à la charge de l'aménageur :

- Enfouissement de câbles aériens
- Déplacement de poteaux d'éclairage ou mobilier
- Replantations d'arbres...

Article 8-3-5 : Regards des concessionnaires

Conformément au règlement de l'eau de Saint-Martin-d'Hères, les regards d'eau potable seront mis en place en limite intérieure du domaine privé.

Les prescriptions techniques des différents concessionnaires devront être respectées concernant la mise en place des regards de visite.

VILLE DE SAINT-MARTIN-D'HÈRES

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE – SERVICES TECHNIQUES
DIRECTION DES ESPACES EXTÉRIEURS

EXTRAIT DU REGLEMENT DE VOIRIE COMMUNAL

Article 9 - Les créations d'entrée/sortie sur la voie publique

Toutes les créations d'entrée/sortie sur la voie publique sont assujetties à une autorisation préalable par le gestionnaire du domaine public.

Les frais d'établissement de tous les ouvrages et modifications à apporter au domaine public pour permettre leur établissement sont à la charge intégrale du permissionnaire.

Pour des raisons de sécurité, les portails ne devront pas faire saillie sur le domaine public.

Il pourra être demandé un recul des portails vis à vis du domaine public en fonction du gabarit de la voie pour que le stationnement des véhicules se fasse en dehors de la voirie pour des raisons de sécurité du Domaine Public.

Les entrées charretières devront être réalisées dans les règles de l'art en respectant le sens d'écoulement des eaux pluviales et en respectant les normes d'accessibilité (pentes, ressauts...).

Tous les accès nouvellement créés pour desservir des parcelles relatives ne devront pas dans la mesure du possible, entraîner des modifications des équipements installés sur le domaine public : poteau d'éclairage, mobilier urbain, bancs, regards des différents concessionnaires... En cas de déplacements impératifs, qui doivent être exceptionnels, ceux-ci seront soumis à validation de la ville et entièrement à la charge du demandeur. Sur les voies bordées de plantations ou de mâts d'éclairage public, les portes charretières sont autant que possible placées au milieu de l'intervalle de deux arbres ou poteaux d'éclairage consécutifs.

Afin de maintenir la sécurité des usagers, l'aménagement d'une entrée charretière, en traversée d'une piste cyclable, peut entraîner une modification de celle-ci. Cette modification est à la charge du pétitionnaire. Toutefois, il est à noter que la Ville se réserve le droit de ne pas accorder d'autorisation pour ce type d'entrée/sortie qui entraîne une rupture de la continuité de la piste cyclable et une baisse de la sécurité des cycles.

Les normes d'accessibilité devront être respectées.

Dans un souci de sécurité et d'accessibilité, le nombre d'entrées/sorties par parcelle pourra être limité (une seule par propriété). Les accès seront étudiés au cas par cas par la ville.

Les sorties de garages, les sorties de secours des immeubles ou des particuliers qui débouchent directement sur le domaine public devront prendre en compte, à la charge des aménageurs, des prescriptions techniques imposées par la Ville pour le maintien de la sécurité du domaine public et de l'intérêt général.

Les dispositifs demandés par la ville pourront être du type :

- mise en place d'un gyrophare d'alerte pour les sorties de garage
- mise en place de portes déroulantes qui n'empiètent pas sur le domaine public
- pose si nécessaire de miroirs de contrôle
- mise en service si nécessaire de traçages au sol pour informer les usagers du domaine public
- mise en place de systèmes de portes électriques coulissantes qui n'empiètent pas sur le Domaine Public.

Lors de la création d'un accès au domaine public, si un abaissement de bordure est nécessaire au niveau de cet accès, les obligations de l'aménageur sont les suivantes :

- * d'une part, la modification du domaine public est à la charge de l'aménageur,
- * et d'autre part l'abaissement doit être réalisé dès que l'accès est mis en service pour des raisons de sécurité du domaine public. Aucun aménagement provisoire ne sera autorisé.

VILLE DE SAINT-MARTIN-D'HÈRES

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE – SERVICES TECHNIQUES

DIRECTION DES ESPACES EXTÉRIEURS

EXTRAIT DU REGLEMENT DE VOIRIE COMMUNAL

Article 10 – Accessibilité des trottoirs

Dans le cadre des projets d'aménagement du domaine public, de la création de nouvelles voiries et nouveaux trottoirs, les largeurs de ces trottoirs devront être à minima de 1,40 m du fil d'eau de la bordure jusqu'au droit du mur de la façade et ceci afin de respecter la loi d'accessibilité de 2005 et en tenant compte de l'implantation des mats d'éclairage public. Cette largeur sera à appliquer dans les tous les cas où l'emprise totale de la voirie le permet.

Dans le cadre des voies privées ouvertes à la circulation publique, les cheminements piétons devront respecter les normes d'accessibilité.

EXTRAIT DU REGLEMENT DE VOIRIE COMMUNAL

Article 11 – Collecte des ordures ménagères

Le fonctionnement de la collecte devra se réaliser conformément au règlement d'agglomération relatif à la collecte en porte à porte des déchets des ménages et des déchets assimilés.

D'une part, les aires de retournement pour les camions de collecte devront être prévues dans les nouveaux aménagements.

D'autre part, les aires de stockage des ordures ménagères sont obligatoirement à l'intérieur des parcelles privées.

Enfin, et pour des raisons de sécurité et d'accessibilité du domaine public, les aides de collecte seront elles aussi dans la mesure du possible implantées à l'intérieur des parcelles privées.

Pour tous les cas, les containers devront être rentrés dans le domaine privé après 12h (heure de fin de collecte de la Métro) et ceci pour améliorer la sécurité et l'accessibilité des trottoirs.
